

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX - TRAVAIL - PATRIE



RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE 2013

CHAPITRE 06

**MINISTRE DES
RELATIONS EXTERIEURES**

VERSION FRANÇAISE

SOMMAIRE

	NOTE EXPLICATIVE	4
1.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	5
1.1.	RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE	6
1.2.	PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE	6
1.3.	CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES	7
1.4.	AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2013	8
2.	ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	10
2.1.	PROGRAMME 076: GOUVERNANCE DE L'ACTION DIPLOMATIQUE	11
2.1.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	12
2.1.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	13
2.1.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013	14
2.1.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013	15
2.2.	PROGRAMME 077: VALORISATION DU POTENTIEL DE LA COOPÉRATION BILATÉRALE, DES CAMEROUNAIS DE L'ETRANGER ET DE LA DIASPORA	22
2.2.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	23
2.2.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	23
2.2.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013	24
2.2.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013	26
2.3.	PROGRAMME 078: DYNAMISATION DE LA COOPÉRATION MULTILATÉRALE ET DE LA COOPERATION DECENTRALISEE	30
2.3.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	31
2.3.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	31
2.3.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013	32
2.3.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013	33
3.	BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES	38

3.1.	RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE	39
3.2.	LEÇONS APPRISES	41
3.3.	PERSPECTIVES	42

NOTE EXPLICATIVE

La loi n° 2007 du 26 décembre 2007 portant Régime Financier de l'Etat a mis en place un nouveau mode de gestion budgétaire, comptable et financier dans les administrations publiques. Ce nouveau cadre concrétise la volonté politique du Chef de l'Etat qui, lors de sa communication spéciale au cours du Conseil des Ministres du 12 septembre 2007, disait : « le Gouvernement doit s'attendre à être jugé sur les critères de performance ». Il est également une véritable constitution financière qui vient remplacer l'Ordonnance de 1962 qui, malgré les résultats non négligeables, était devenue inadaptée au regard des défis auxquels notre pays doit désormais faire face.

Le nouveau texte est une traduction dans les faits de la gestion axée sur les résultats. En effet, après l'adoption et la promulgation de la loi de finances n° 2012/014 du 21 décembre 2012, première élaborée en mode programme, et son exécution tout au long de l'année 2013 dans l'ensembles des ministères et autres organes institutionnels, il est nécessaire de dresser un bilan des activités menées et des résultats obtenus dans le cadre des politiques publiques mises en œuvre dans un document appelé Rapport Annuel de Performance.

L'élaboration du Rapport Annuel de Performance (RAP) constitue à cet effet une autre grande avancée dans le déploiement des principes et normes édictés dans le nouveau Régime Financier de l'Etat. Elle permet d'une part de rendre compte des résultats obtenus et de l'utilisation des ressources affectées à chaque programme et d'autre part favorise une meilleure projection des résultats à venir, tirant avantage des leçons apprises au cours de l'exercice 2013. Au terme des douze (12) mois d'exécution des 160 programmes inscrits dans la loi de finances 2013, les présents RAP - 2013, rendent compte de la mise en œuvre desdits programmes en présentant :

- Le contexte de mise en œuvre des programmes ;
- L'état de mise en œuvre pour le compte de l'exercice 2013 du premier cycle de budgétisation par programme ;
- Le bilan stratégique et les perspectives.

L'examen par le Parlement de cette première génération de Rapports Annuels de Performance produits par les administrations revêt un caractère essentiel dans la mesure où il inscrit dans la réalité la gestion budgétaire axée sur la performance. Il permet à travers les différentes évaluations et remises en cause, d'éprouver la réforme en cours et de réorienter la démarche en fonction des principaux constats.

Ainsi donc, l'Etat bâtit un sentier de progression ; un cercle vertueux d'améliorations continues permettant de construire pour chaque administration ou institution, une trajectoire de performance soutenue par les outils et nouvelles règles de gestion budgétaire.

1. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

L'exécution de la loi de finances 2013 est intervenue dans un contexte marqué par l'adoption en 2009, du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE). Il constitue la matrice opérationnelle à moyen terme (2010- 2020) de la stratégie de développement inscrite dans la Vision qui entend faire du Cameroun à l'horizon 2035, « un pays émergent, démocratique et uni dans sa diversité ».

La mise en œuvre du DSCE vient reconfigurer la structuration classique de la diplomatie camerounaise en imprimant un changement de paradigmes. Elle convoque une dynamique nouvelle encrée dans la recherche de l'atteinte d'objectifs économiques notamment :

- l'insertion de notre pays dans les courants d'échanges mondiaux ;
- la mobilisation de l'aide publique ou privée au développement et les investissements directs étrangers ;
- la conquête des parts de marchés ;
- le placement de nos ressortissants dans les organisations internationales ;
- l'implication de la diaspora dans les stratégies nationales de développement.

A cet égard, le MINREX, sous l'impulsion du Chef de l'Etat, chef de la diplomatie s'est approprié cette nouvelle dynamique axée sur la recherche de résultats concrets, lesquels ont été consignés dans sa feuille de route conformément aux dispositions du nouveau régime financier de l'Etat et de la loi de finances de 2013.

1.1. RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE

En 2013, la contribution du MINREX à l'atteinte des objectifs globaux du DSCE s'est inscrite dans le cadre de la gestion optimale des contraintes et de la capitalisation des opportunités qu'offre la mondialisation, en vue d'une meilleure insertion du Cameroun dans les courants d'échanges globaux. C'est la raison pour laquelle le projet de performances du MINREX (la loi des finances 2013) était articulé autour des objectifs ci-après:

- Ø Promouvoir et consolider la crédibilité du Cameroun sur la scène internationale pour assurer une meilleure attractivité des investisseurs étrangers et autres partenaires au développement ;
- Ø Promouvoir et défendre à l'étranger les intérêts de toute nature de l'Etat, de même que ceux des personnes physiques et morales de droit camerounais, en vue de leur implication active dans le développement économique du Cameroun d'une part, et d'autre part à leur contribution à la mise en place des cadres de capitalisation de l'expertise et des potentialités de la diaspora, et des camerounais de l'étranger ;
- Ø Améliorer et renforcer la coopération avec les institutions financières internationales (FMI, Banque mondiale).

1.2. PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE

Le décret n° 2011/408 du 09 décembre 2011 portant réorganisation du Gouvernement fait du MINREX la tour de coordination horizontale de la mise en œuvre de la politique extérieure du Cameroun définie par le Président de la République. A ce titre, il est chargé :

- des relations avec les Etats étrangers, les Organisations Internationales et les

autres sujets de la communauté internationale ;

- de la protection des ressortissants et des intérêts camerounais à l'étranger ;
- du suivi de la coopération en relation avec les départements ministériels et les administrations concernées sous réserve des textes prévus par des textes particuliers ;
- du suivi des questions relatives au contentieux international ;
- de la gestion des carrières des personnels diplomatiques.

En outre :

- Il rassemble et diffuse auprès des départements ministériels et des missions diplomatiques du Cameroun des informations relatives aux Etats étrangers et aux Organisations Internationales qui pouvant faciliter l'action des pouvoirs publics ;
- Il concourt à l'information des Gouvernements étrangers, de leur opinion publique, ainsi que des Organisations Internationales et des missions diplomatiques du Cameroun en ce qui concerne le développement politique, économique, social et culturel du Cameroun en liaison avec le Ministère de la Communication ;
- Il est le conseiller juridique du Gouvernement en matière de coopération avec les Etats étrangers, les organisations internationales et les autres sujets de la communauté internationale.
- Il assure la tutelle technique de l'Institut des Relations Internationales du Cameroun (IRIC).

1.3. CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES

- **Loi de finances 2013**

Expression d'un changement du système budgétaire au Cameroun, la Loi de Finances 2013 consacre le début de la mise en œuvre du cadre rénové de la nomenclature financière, budgétaire et comptable de gestion publique. Orientée vers la Gestion Axée sur les Résultats (GAR), elle constitue le premier budget de l'Etat présenté sous la forme de programmes.

En effet, le législateur avait fixé la date du 1^{er} janvier 2013 comme celle de l'entrée en vigueur dans son intégralité de la loi dans la Loi Numéro 2007/006 du 26 décembre 2007, portant nouveau Régime Financier de l'Etat, qui abroge les anciennes dispositions contenues dans la Loi N 1962/LF/4 du 7 février 1962.

Le budget de l'exercice 2013 était équilibré en recettes et en dépenses à la somme de 3.236 milliards de FCFA. Dans cette enveloppe, le Ministère des Relations Extérieures a reçu une dotation de 28,641 milliards en crédit de paiement. Son exécution était encadré par un certain nombre de textes juridiques.

- **Textes réglementaires**

Dans ce cadre, deux textes sont ici convoqués :

- La circulaire n°002/CAB/PR du 09 juillet 2012 relative à la préparation du budget de l'Etat pour l'exercice 2013. Ce texte avait, préalablement aux travaux de préparation de la loi de finances de l'exercice 2013, défini les orientations majeures de la politique budgétaire de l'Etat, en appelant à la mise en œuvre cohérente du budget-programme ;
- Le décret n° 2011/408 du 09 décembre 2011 portant réorganisation du

Gouvernement a conforté le MINREX dans son rôle de chef de file du sous-secteur « diplomatie et coopération internationale ».

1.4. AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2013

Le PPA du MINREX en 2013 se déclinait en trois programmes, notamment :

- 1- Valorisation du potentiel de la coopération bilatérale, des Camerounais de l'étranger et de la diaspora ;
- 2- Dynamisation de la coopération multilatérale et de la coopération décentralisée;
- 3- Gouvernance de l'action diplomatique.

Ces programmes ont été mis en œuvre dans un environnement marqué par les principaux éléments suivants : une conjoncture économique mondiale caractérisée par la faible croissance des économies européennes, l'insécurité transfrontalière dans la sous-région Afrique centrale, la réforme des marchés publics, le démarrage tardif du budget 2013 du Département et les effets induits du déploiement en 2012 des personnels militaires dans les postes diplomatiques à l'étranger.

- ***une conjoncture économique mondiale caractérisée par la faible croissance des économies européennes***

La crise financière européenne s'est avérée un facteur limitant en terme de captation des investissements directs étrangers en provenance des partenaires européens et de l'Union européenne. Alors que au niveau africain, la consolidation de la croissance économique laissait augurer des perspectives intéressantes en terme de coopération régionale et sous régionale.

- ***L'insécurité transfrontalière dans la sous-région Afrique centrale :***

L'instabilité grandissante dans la région du Lac Tchad a eu des répercussions considérables sur les conditions sécuritaires et la stabilité du Cameroun. Qu'il s'agisse des effets de la crise en RCA ou des activités terroristes de la secte islamiste BOKO HARAM à la frontière avec le Nigéria, la multiplication des menaces transfrontalières va désormais au-delà des frontières terrestres pour s'étendre aux frontières maritimes. Cette situation a suscité la formulation en urgence de solutions répressives mais aussi, le déploiement d'une diplomatie offensive reflétant l'engagement national en faveur de la paix et de la sécurité.

C'est ainsi que le Cameroun a abrité le tout premier Sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement sur la sécurité et la sûreté maritimes dans le golfe de Guinée, les 24 et 25 Juin 2013. Les chefs d'Etat et de Gouvernement réunis à Yaoundé à cette occasion, ont décidé de l'implantation dans notre pays du Centre interrégional de coordination.

Afin de juguler la menace BOKO HARAM, les autorités camerounaises et nigérianes ont été amenées à repenser la sécurité de leurs frontières. Cette initiative collective s'est matérialisée par la mise sur pied d'un Comité bilatéral de sécurité transfrontalière ayant pour objectif d'examiner les stratégies qui pourront être mises en place pour empêcher et répondre aux

manœuvres terroristes orchestrées par BOKO HARAM.

En ce qui concerne la RCA, l'implication des soldats camerounais dans les opérations de la force internationale (MISCA), la gestion de l'important flux de réfugiés, le rapatriement des nationaux et l'accompagnement du travail des agences onusiennes à Bangui, sont autant de mesures qui ont vu la participation du MINREX.

- ***La réforme des marchés publics :***

Le Président de la République, Son Excellence Monsieur Paul BIYA, a signé le Décret n° 1330/CAB/PR du 18 décembre 2013 portant nomination de responsables dans les services centraux du Ministère des Marchés Publics (MINMAP).

C'est seulement le 05 août 2013 que, le décret présidentiel n°2013/271 modifiant le décret n°2012/074 du 08 mars 2012 portant création, organisation et fonctionnement des commissions de passation des marchés publics, a été pris. Ce qui a entraîné un retard considérable dans la mise en œuvre des projets du BIP 2013 au MINREX et induit une prolongation d'un mois par le chef de l'Etat, des délais d'engagement et d'ordonnancement des dépenses d'investissement public, ainsi que la période complémentaire au titre de l'exercice 2013.

- ***Le démarrage tardif de l'exécution du budget :***

L'exercice budgétaire 2013 correspond à la mise en œuvre effective du budget programme au Cameroun. Le temps d'appropriation par les Administrations des nouvelles exigences de ce processus, a entraîné des retards dans le démarrage de l'exercice budgétaire. L'ouverture des crédits à la fin du premier trimestre de l'année 2013, a perturbé la réalisation des activités programmées pour la période concernée au MINREX.

- ***Les effets induits du déploiement en 2012 des personnels militaires dans les Missions diplomatiques à l'étranger.***

Ledit déploiement a entraîné une augmentation significative des charges incompressibles de la dépense (loyer, électricité, eau, téléphone, assurances, frais de scolarité) supportées par les Services extérieurs concernés (Cf. Pré conférences budgétaires 2014, chapitre 06, p.7). Cette situation a aggravé l'accumulation des arriérés de loyers des missions et services diplomatiques concernées.

2. ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

2013

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.1. PROGRAMME 076

GOUVERNANCE DE L'ACTION DIPLOMATIQUE

Responsable du programme

EDOUBE LUCIEN CELEST
Directeur des Affaires Générales

2.1.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Dans le souci de garantir un fonctionnement optimal des services centraux et de nos missions diplomatiques et postes consulaires, le MINREX a élaboré, dans le cadre de son premier budget-programme, un programme support intitulé « Gouvernance de l'action diplomatique ».

Ce programme vise à soutenir la bonne mise en œuvre et la réalisation des objectifs des deux programmes opérationnels centrés sur la coopération bilatérale et la gestion de la diaspora d'une part et la coopération multilatérale et décentralisée d'autre part. Il vise, de manière spécifique, la réalisation des principaux objectifs suivants :

- assurer une meilleure visibilité et lisibilité et de l'action diplomatique ;
- améliorer le cadre et les conditions de travail ;
- assurer le fonctionnement optimal des services ;
- renforcer la planification, la budgétisation, l'exécution et le suivi-évaluation des ressources financières ;
- assurer l'harmonie et la cohérence des actions de coopération ;
- optimiser la performance du personnel.

Dans le cadre de ce premier budget-programme expérimenté au sein du Département, une valeur d'indicateur cible, irréaliste de 100% a été fixée. La réalité de l'exécution budgétaire, dans un contexte nouveau, a en effet permis de relativiser cette valeur.

Le programme 076 du MINREX est mis en œuvre dans un contexte particulier et difficile caractérisé par :

- la vétusté et l'insuffisance des équipements ;
- l'obsolescence des textes organiques de base notamment le statut des fonctionnaires du corps de la diplomatie et celui portant organisation du MINREX ;
- l'inadaptation de son système de communication aux standards internationaux ;
- l'absence de mobilité des ressources humaines ;
- la faible budgétisation des dépenses incompressibles (frais de relève, frais de scolarité, assurances, loyer...).

Par conséquent, le programme support du MINREX doit, afin de remplir sa mission, qui est de renforcer l'efficacité des programmes opérationnels s'atteler d'ici à 2015 à :

- la construction et la modernisation des infrastructures ;
- la réhabilitation des infrastructures existantes ;
- l'achat et l'entretien des équipements (matériels roulants, mobilier de bureau, matériel informatique...) ;
- la formation continue des ressources humaines ;
- l'actualisation des textes organiques de base ;
- la construction des réseaux informationnels ;
- l'application du principe de rotation des ressources humaines ;
- la prise en compte des charges incompressibles de souveraineté.

OBJECTIF	Améliorer l'efficacité de la mise en œuvre des programmes	
Indicateur	Intitulé:	Niveau d'exécution des programmes du MINREXT
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	0.0
	Année de référence:	2012
	Valeur Cible Année cible:	100.0 2013
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: PILOTAGE DE L'ACTION DIPLOMATIQUE Action 02: ACCROISSEMENT ET MODERNISATION DES INFRASTRUCTURES D'ACCUEIL ET DU TRAVAIL DES SERVICES CENTRAUX Action 03: CONTRÔLE INTERNE DES SERVICES Action 06: AMÉLIORATION DE LA GESTION DES RESSOURCES FINANCIERES Action 08: MISE EN PLACE D'UNE PLATE FORME DE CONVERGENCE ET D'HARMONISATION DE L'ACTION INTERNATIONALE Action 10: RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES RESSOURCES HUMAINES DU DÉPARTEMENT	
DOTATIONS INITIALES	AE 11 149 903 000	CP 10 806 903 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	EDOUBE LUCIEN CELEST, Directeur des Affaires Générales	

2.1.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le programme 076 a été mis en œuvre dans un contexte politico économique global en perpétuelle mutation principalement influencé par des problèmes de sécurité sous régionale (sécurité transfrontalière), régionale (sécurité du golfe de Guinée), et la quête de la croissance.

Au plan interne, ledit contexte est caractérisé par :

- la signature le 22 avril 2013 du nouvel organigramme du MINREX ;
- un accroissement important des effectifs issus des 25 000 jeunes diplômés et des Secrétaires des Affaires Etrangères en fin de formation;
- la réforme des marchés publics, avec la nécessité de renforcer les capacités des personnels du MINREX sur les nouvelles règles de passation des marchés ;
- les balbutiements de l'application PROBMIS ;
- le déficit observé en infrastructures ;
- la prise de service effective des personnels du Ministère de la Défense dans les Missions diplomatiques,
- Le déficit en personnel dans nos représentations diplomatiques ainsi qu'un endettement de plus en plus croissant de celles-ci, endettement dû essentiellement à la modicité des ressources allouées au paiement de certaines charges incompressibles (loyers et charges locatives, assurances, frais de scolarité et de relève).

2.1.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013

Le programme support du Ministère des Relations Extérieures avait pour objectif d'améliorer l'efficacité de la mise en œuvre des programmes. Pour mesurer l'atteinte de cet objectif majeur, le niveau d'exécution des programmes du MINREX a été retenu comme indicateur. La cible a été fixée à 100% à partir de 2013.

Au terme de l'année 2013 et compte tenu du niveau d'exécution des trois programmes du Département, il apparaît un taux de réalisation des activités annuelles aux alentours de 80%, ce qui permet au Ministère des Relations Extérieures, dès la première année de mise en œuvre de son programme budgétaire triennal, de se rapprocher de la cible projetée dès le départ, d'où un taux de réalisation de l'indicateur de 80%.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	80% (de réalisation des activités du MINREX)	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	80	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 11 480 077 559	CP 11 137 077 559
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE -330 174 559	Ecart CP -330 174 559
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 10 481 228 342	CP 10 470 574 189
TAUX DE CONSOMMATION	91,3 %	94,02 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	Ce résultat a été obtenu notamment par le renforcement de la coordination stratégique; la création des comités tels que le comité mixte MINREX/MINFOPRA chargé de l'élaboration du cadre organique, le comité mixte MINREX/MINFI/MINEPAT chargé de la mise en œuvre du budget programme au sein du Ministère, avec l'organisation d'un séminaire de formation aux fins d'appropriation des principes du budget programme, le comité chargé de l'élaboration du code d'éthique et de déontologie.	
PERSPECTIVES 2014	Le programme 076 est le programme support du Ministère des Relations Extérieures. A ce titre, et comme dans les autres départements ministériels, il prend en charge l'ensemble des fonctions de soutien nécessaire à l'accompagnement juridique et logistique des programmes à vocation opérationnelle. Il apparaît nécessaire de mettre en place, un cadre de pilotage de la performance conforme aux exigences de la nouvelle démarche de gestion publique axée sur les résultats. Par ailleurs, l'avènement du nouvel organigramme impliquerait le déploiement des ressources humaines dans nos différentes missions diplomatiques et postes consulaires déjà nécessitées en personnel. Le renforcement des capacités dans le cadre de la GAR et ses dérivés est également à prendre en compte, de même que le renforcement des capacités d'accueil compte tenu de l'accroissement considérable des effectifs à venir.	

2.1.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013

Les tableaux de bord ci-après présentent, action par action, les performances obtenues par le programme 076 du MINISTÈRE des RELATIONS EXTERIEURES. Six (06) actions ont été retenues au titre de ce programme

Action 01 PILOTAGE DE L'ACTION DIPLOMATIQUE										
OBJECTIF	Assurer une meilleure lisibilité et visibilité de l'action diplomatique									
Indicateur	Intitulé:	Niveau de connaissance des orientations stratégiques de l'action diplomatique							TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 70%	
	Unité de mesure	%								
	Année de référence:	2012								
	Valeur de référence:	75.0								
	Année cible:	2013								
	Valeur Cible	100.0								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE			
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP		
	2 444 572 000	2 444 572 000	2 401 697 185	2 401 697 185	2 263 015 725	2 262 413 725	94,23 %	94,2 %		
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>Le décret N°2011/408 du 09 Décembre 2011, portant réorganisation du Gouvernement a consacré le MINREX dans son rôle de chef de file de la coopération et des relations internationales. A ce titre, il a la responsabilité de la coordination des programmes compatibles avec les objectifs de politique étrangère tels que définis par le Chef de l'Etat.</p> <p>La scène internationale étant marquée par des problèmes de sécurité sous régionale (sécurité transfrontalière), et régionale (sécurité du golfe), la recherche de la croissance, un environnement politico économique global en perpétuelle mutation sont autant de contraintes liées à la gestion de cette action.</p> <p>Dans la même logique, cette action aurait dû régler les problèmes liés la coordination des activités du MINREX encore sous l'emprise d'un cadre organique abrogé.</p>									
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> - Audiences diplomatiques couvertes ; - Réunions de coordination tenues ; - Enjeux de la justice internationale suivis ; - Communication et information sur l'activité diplomatique menées ; - Nouvel organigramme élaboré, adopté et publié ; - Feuille de route annuelle élaborée. 									
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>Inadéquation entre les besoins et les ressources</p> <p>Le résultat du programme a été possible grâce, principalement, au renforcement de la coordination stratégique et opérationnelle des programmes du MINREX. Les ressources affectées ont été utilisées pour les activités du programme support, notamment l'informatique, les ressources humaines, le juridique et la logistique, et parfois en appui aux programmes opérationnels. Il convient de relever néanmoins que l'indicateur du programme ne permet pas de mesurer l'efficacité du responsable de l'action qui, en réalité, n'a pas d'emprise sur le résultat de l'action.</p>									
Perspectives 2014	<ul style="list-style-type: none"> - Révision des Baseline - Poursuite de la mise en œuvre du dispositif de pilotage axé sur la performance : organisation et déploiement du Contrôle de gestion prévu en 2014 + renforcement du rôle des responsables de programme et des responsables d'action ; - Relever le rang des responsables de Programme. 									

Action 02 ACCROISSEMENT ET MODERNISATION DES INFRASTRUCTURES D'ACCUEIL ET DU TRAVAIL DES SERVICES CENTRAUX								
OBJECTIF	Améliorer le cadre et les conditions de travail							
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'infrastructures modernes et fonctionnelles mises en service				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 66%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		35.0					
	Année cible:		2013					
	Valeur Cible		50.0					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 579 800 000	1 236 800 000	1 669 799 369	1 326 799 369	1 302 824 602	1 302 824 602	78,02 %	98,19 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	L'accroissement considérable et continu des effectifs (300 en 2013), la nécessité de s'arrimer au TIC et aux standards minimum d'un cadre de travail approprié tel que prévu par l'OIT, sont les arguments principaux qui ont milité en faveur de la mise en œuvre de l'action relative à l' ACCROISSEMENT ET MODERNISATION DES INFRASTRUCTURES D'ACCUEIL ET DU TRAVAIL DES SERVICES							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> - ACHAT DU MATERIEL INFORMATIQUE - ACHAT DU MATERIEL DE NUMERISATION - ACQUISITION DES EQUIPEMENTS ET MOBILIER DE BUREAU - EXTENSION DU SYSTEME DE VIDEO SURVEILLANCE - EXTENSION ET REHABILITATION DU RESEAU TELEPHONIQUE AU MINREX - EXTENSION ET REHABILISATION DU RESEAU INFORMATIQUE - AUTOMATISATION DE CERTAINS SERVICES (conception d'un BD de placement des camerounais à la FPI, refonte du logiciel de budget) - Achat de logiciels et licence d'exploitation - ACQUISITION DU MATERIEL ROULANT POUR LES RESPONSABLES (VEHICULES) - AMENAGEMENT D'UN FORAGE AU MINREX - CONSTRUCTION D'UN BATIMENT R+2 DEVANT ABRITER LA DIRECTION DU PROTOCOLE - TRAVAUX D'EXTENSION DU BATIMENT DEVANT ABRITER LA DIRECTION DES AFFAIRES D'AMERIQUE ET DES CARAÏBES (D8) - RENOVATION DES TOILETTES - MISE EN PLACE DU RESEAU INTERDIPLOMATIQUE - RENOVATION DU SYSTEME ELECTRIQUE AU MINREX (Phase I) - ACHAT ET POSE DES RIDEAUX AU MINREX - Achat des équipements sportifs - Réhabilitation des toitures à l'IRIC - ACHAT ET POSE DES CLIMATISEURS - Construction d'un bâtiment R+3 - Extension D8 en R+2 - Aménagement rez-de-chaussée D1 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	A la lumière des activités réalisées, l'on peut dire que notre valeur cible a été relativement atteinte. Toutefois des difficultés d'ordre administratives ont été rencontrées. Il s'agit de l'exécution tardive du BIP ayant conduit au ralentissement des projets inscrits au PT.A 2013 et de l'arrêt des travaux par la Communauté Urbaine de Yaoundé du bâtiment R+2 devant abriter la direction du protocole. Par ailleurs l'absence de la prévision de la maîtrise d'œuvre a conduit à la ponction des ressources destinées à la réalisation des ouvrages							

Perspectives 2014	<ul style="list-style-type: none">- - Budgétiser la maîtrise d'œuvre- - Continuer les réhabilitations- - Poursuivre l'informatisation des services- Augmenter les équipements pour permettre une occupation définitive des bâtiments construits
-------------------	--

Action 03 CONTRÔLE INTERNE DES SERVICES

OBJECTIF	Assurer le fonctionnement optimal des services							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de rapports de missions de contrôle				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 50	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		2.0					
	Année cible:		2013					
	Valeur Cible		4.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		2					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	214 329 000	214 329 000	637 267 004	637 267 004	501 600 911	501 600 911	78,71 %	78,71 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Contexte essentiellement marqué par la persistance des pratiques de budget de moyen, caractérisé par la rareté des contrôles internes des services et de gestion.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> - Code d'Ethique et de déontologie des personnels élaboré et mis en œuvre - Système de biométrie mis en place - Campagne de dépistage gratuit/volontaire VIH, Hépatite B, Glycémie, HTA organisée Rapports d'audit et de contrôle interne rendus (2)							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Une part des ressources de la coordination a été utilisée pour le déploiement des missions de contrôle. Il s'est agi pour l'essentiel des contrôles ordinaires (enquête, mission d'inspection, mission d'audits). Pour des raisons inconnues, des ressources propres n'ont pas été affectées à cette action. Les activités y afférentes ont donc été financées par des ressources prises dans d'autres actions du programme. Cette erreur mérite d'être corrigée en 2014.							
Perspectives 2014	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les capacités techniques de l'Inspection Générale, en lien avec le contexte de la réforme budgétaire en cours ; - Le contexte actuel de gestion axée sur la performance et l'adoption d'un nouvel organigramme imposent une mutation profonde du service au sein du Département. - Prévoir des ressources budgétaires pour cette action. 							

Action 06 AMÉLIORATION DE LA GESTION DES RESSOURCES FINANCIERES

OBJECTIF	Renforcer la planification, la budgétisation, l'exécution et le suivi-évaluation des ressources financières.							
Indicateur	Intitulé:		budget programme bien préparé et bien exécuté				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		0.0					
	Année cible:		2014					
	Valeur Cible		1.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		1					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	2 019 684 000	2 019 684 000	1 725 758 473	1 725 758 473	1 543 207 428	1 533 333 025	89,42 %	88,85 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La mise en œuvre du budget 2013 a été marquée par l'avènement du budget programme qui est entré en vigueur pour la première fois conformément aux nouvelles dispositions du Régime Financier de l'Etat 2007.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> - Relecture des PAP MINREX - Elaboration des CDMT 2014-2018 - Elaboration des projets de PPA 2014 - Participation aux pré-conférences et conférences budgétaires - Participation au CIEP et à la défense du budget 2014 devant le parlement 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<ul style="list-style-type: none"> - L'avènement du budget programme a engendré un retard dans la mise en œuvre des activités de cette action ainsi que la modicité des moyens disponibles pour la mener à bien. - Le faible niveau d'appropriation des techniques d'élaboration des documents exigés par le budget programme a également affecté le résultat qui du moins, est satisfaisant malgré ses aléas. 							
Perspectives 2014	<ul style="list-style-type: none"> - Allouer les ressources financières nécessaires à la mise à niveau des responsables chargés de l'élaboration des documents pour les rendre encore plus fiables. - Rendre opérationnel et fonctionnel le comité PPBS du MINREX 							

Action 08 MISE EN PLACE D'UNE PLATE FORME DE CONVERGENCE ET D'HARMONISATION DE L'ACTION INTERNATIONALE										
OBJECTIF	Assurer l'harmonie et la cohérence des actions de coopération									
Indicateur	Intitulé:		Niveau d'efficacité et d'efficience des actions de coopération				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 50			
	Unité de mesure		%							
	Année de référence:		2012							
	Valeur de référence:		30.0							
	Année cible:		2013							
	Valeur Cible		70.0							
Réalisation exercice (Résultat technique):		50								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE			
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP		
	25 000 000	25 000 000	170 200 000	170 200 000	161 926 326	161 926 326	95,14 %	95,14 %		
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Attributions nouvelles issues du décret 2011/408 du 9/12/2011 portant organisation du Gouvernement									
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<ul style="list-style-type: none"> - Suivi des activités de coopération - Aide à la diaspora - Réceptions et divers encadrements - Logistique des délégations - Location des véhicules Achat du matériel 									
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	La non maturation des activités pouvant booster le résultat de cette action a emmené à ne retenir que les activités de routine. Les ressources prévues ont servi à renforcer le fonctionnement des activités dans les programmes opérationnels.									
Perspectives 2014	Créer un comité interne de réflexion et réaliser effectivement en 2015, une plate forme interministérielle de suivi de la coopération internationale .									

Action 10 RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES RESSOURCES HUMAINES DU DÉPARTEMENT										
OBJECTIF	Optimiser de la performance du personnel									
Indicateur	Intitulé:		Pourcentage de personnels recyclés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		92	
	Unité de mesure		%							
	Année de référence:		2012							
	Valeur de référence:		30.0							
	Année cible:		2013							
	Valeur Cible		50.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):		46							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE			
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP		
	4 866 518 000	4 866 518 000	4 875 355 528	4 875 355 528	4 708 653 350	4 708 475 600	96,58 %	96,58 %		
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> - - La nécessité d'imprégner les nouvelles recrues dans le cadre des 25.000 diplômés et les diplomates en cours d'intégration, à la connaissance du monde professionnel de la diplomatie, à la culture administrative ainsi qu'à la pratique des langues (anglais, français, chinois) - - Processus d'amélioration du cadre de travail et bien être du personnel (assurance maladie, prime de rendement, suivi des actes de carrière...) 									
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> - Personnel formé en langues anglaise, française au Centre Pilote et en Chinois à l'Institut Confucius ; - Journées d'échanges pédagogiques tenues au Département ; - Séminaires organisés à l'ENAM et à l'ISMP ; - Secrétaires et Attachés de Direction recyclés ; - Frais médicaux pris en charge ; - primes de rendement, d'habillement, payés ; - Actes de carrières et de solde suivis ; - Distinctions honorifiques attribuées. 									
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>Une bonne planification du processus de recyclage et l'automatisation de la gestion des personnels en cours justifient le résultat obtenu.</p> <p>En outre, le paiement de primes de rendement, d'habillement et des frais de santé d'une part et la prise en charge des actes de carrière d'autre part, a donné une certaine sérénité au personnel.</p> <p>Par ailleurs, la participation effective et régulière des personnels au cycle de formation a contribué à l'optimisation de leurs performances dans le cadre de l'atteinte des objectifs du Département.</p> <p>Toutefois, la mauvaise formulation de l'indicateur qui ne permet pas de renseigner sur toutes les activités de l'action et l'insuffisance de l'évaluation du rapport ressources/objectifs justifient le gap observé entre la valeur cible et le résultat technique.</p>									
Perspectives 2014	<ul style="list-style-type: none"> - La nécessité de déployer le personnel du Département dans l'optique de l'application effective du nouveau cadre organique ; - procéder à la reformulation de l'indicateur de manière à prendre en compte toutes les activités de l'action en vue de son évaluation objective. 									

2013

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.2. PROGRAMME 077

VALORISATION DU POTENTIEL DE LA COOPÉRATION
BILATÉRALE, DES CAMEROUNAIS DE L'ÉTRANGER ET DE LA
DIASPORA

Responsable du programme

FOZEIN KWANKE THOMAS
Conseiller Technique

2.2.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme 077 du Ministère des relations extérieures est relatif à la valorisation du potentiel de la coopération bilatérale, des camerounais à l'étranger et de la diaspora. Il a pour objectif d'une part, de densifier et de diversifier l'action du Cameroun en direction de ses partenaires étrangers. Il s'agit d'explorer toutes les opportunités de coopération offertes dans tous les domaines dignes d'intérêt avec nos partenaires traditionnels ou nouveaux (débouchés pour nos produits d'exportation, attraction des investissements directs étrangers ou de mobilisation de l'aide publique ou privée au développement). Et d'autre part, à renforcer la protection consulaire des Camerounais résidant ou installés à l'étranger et de leurs intérêts, à leur assurer un encadrement adéquat et de proximité afin de les inciter à participer de manière plus active au développement socio-économique de leur pays d'origine.

OBJECTIF	Capitaliser au bénéfice du Cameroun le potentiel qu'offre la coopération bilatérale, les camerounais de l'étranger et de la diaspora.	
Indicateur	Intitulé:	Nombre d'accords de coopération conclus et mis en œuvre.
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	15.0
	Année de référence:	2012
	Valeur Cible	25.0
	Année cible:	2013
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: OPTIMALISATION DE LA REPRÉSENTATION DU CAMEROUN DANS LES PAYS ÉTRANGERS Action 02: CONSOLIDATION DES AMITIÉS TRADITIONNELLES Action 03: CAPITALISATION DES POTENTIALITÉS DES CAMEROUNAIS DE L'ÉTRANGER ET DE LA DIASPORA	
DOTATIONS INITIALES	AE 16 184 392 000	CP 16 184 392 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	FOZEIN KWANKE THOMAS, Conseiller Technique	

2.2.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le Programme 077 du Ministère des Relations Extérieures, a été exécuté dans un contexte général caractérisé par la volonté politique de faire de l'action diplomatique, l'instrument privilégié de l'insertion du Cameroun dans les courants d'échanges mondiaux. Le Gouvernement à travers ce programme, a voulu mettre en œuvre une diplomatie économique en accord avec la politique des grandes réalisations, en vue d'un Cameroun émergent à l'horizon 2035.

A cet effet, outre l'actualisation des relations entre le Cameroun et ses partenaires traditionnels, compte tenu des exigences de mondialisation, le Cameroun a entrepris une réorientation de sa coopération bilatérale en direction des nouveaux partenaires notamment des pays émergents. Il a également poursuivi la politique d'affermissement de la coopération sud-sud.

Dans le cadre de ses objectifs, en faisant ainsi de l'enjeu économique une priorité politique de

sa diplomatie, le Gouvernement a également voulu associer les camerounais à l'étranger à l'effort national de développement socio- économique et culturel. Dans ce sens, des initiatives novatrices ont été entreprises pour les impliquer davantage au développement politique, économique et social du pays. La coopération bilatérale étant la composante majeure de l'action extérieure du Cameroun, le véritable baromètre du rayonnement international de notre pays, le Gouvernement a voulu malgré les contraintes diverses lui accorder la priorité qu'elle mérite.

2.2.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013

Au cours de l'année 2013, des résultats probants ont été réalisés dans le cadre du programme 077 consacré à la « valorisation du potentiel de la coopération bilatérale, des Camerounais à l'étranger et de la diaspora ». Bien que l'indicateur du programme, uniquement spécifique à l'action 2, ne permette guère de renseigner de manière objective ces performances.

Le Gouvernement a intensifié ses actions pour affermir davantage notre représentation dans le monde dont l'une des conséquences est le dépassement de nos prévisions initiales. La tenue de Commissions mixtes bilatérales, l'échange de visites de haut rang, la participation aux rencontres bilatérales ont ainsi permis d'engager des processus de négociation ayant abouti à la conclusion d'Accords nécessaires à la densification, à la diversification et à l'adaptation des relations du Cameroun avec ses partenaires.

Au cours de cette période, les actions classiques des missions diplomatiques et des services consulaires en termes de protection et d'assistance ont été réalisées. L'Organisation du Forum des compétences de la Diaspora camerounaise (DAVOC) a permis à cette dernière, de faire des propositions concrètes pour leur implication effective dans le développement du pays.

Toutefois, il convient de relever que, la sous-estimation du coût de certaines actions et le fait que l'indicateur général du programme ne prenne en compte qu'une seule action, ont eu des conséquences sur la performance globale du programme et son évaluation objective.

A ce propos, il conviendrait d'améliorer la formulation de l'indicateur du programme afin que celui-ci puisse rendre compte des activités menées au sein de toutes les actions. Il serait également indiqué pour l'atteinte des objectifs fixés dans le cadre du programme de :

- consolider et élargir la carte diplomatique et consulaire ;
- créer des pôles économiques, industriels et stratégiques avec le Nigeria et d'autres pays à fort potentiel de croissance ;
- organiser ou de participer aux consultations intergouvernementales avec des pays amis (Russie, Allemagne, Turquie, Inde, Serbie, Corée du Sud, Grande Bretagne etc) ;
- signer et ratifier d'importantes Conventions dans les domaines économique, politique et culturel ;
- adhérer à certaines Conventions dans les domaines économique, politique et culturel
- définir une politique d'implication de la diaspora au développement ;
- créer une plateforme de structuration des rapports entre le Gouvernement et la diaspora et enfin ;

mettre en place des mécanismes de suivi de la coopération bilatérale.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	37	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	148%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 15 878 610 984	CP 15 878 610 984
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 305 781 016	Ecart CP 305 781 016
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 5 214 527 945	CP 4 951 604 395
TAUX DE CONSOMMATION	32,84 %	31,18 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	<p>- L'indicateur du programme prend en compte l'action 2 du programme, ne couvre que partiellement le programme 1 dans l'hypothèse ou l'ouverture d'une ambassade intervient à la suite d'un accord et ne cadre pas avec l'action 3. Ce qui a pour conséquence de ne pas faire apparaître dans le résultat technique du programme, les résultats de ces deux dernières actions. Par conséquent, il ne permet guère une évaluation objective de tout le programme</p>	
PERSPECTIVES 2014	<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer la formulation de l'indicateur du programme afin que celui-ci puisse rendre compte des activités menées au sein de toutes les actions. - Consolider et élargir la carte diplomatique et consulaire - Créer des pôles économiques, industriels et stratégiques avec le Nigeria et d'autres pays à fort potentiel de croissance - Organiser ou participer aux consultations intergouvernementales avec des pays amis : Russie, Allemagne, Turquie, Inde, Serbie - Signer et ratifier d'importantes Conventions dans les domaines économique, politique et culturel <p>Suivre la coopération bilatérale</p>	

2.2.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013

Action 01 OPTIMALISATION DE LA REPRÉSENTATION DU CAMEROUN DANS LES PAYS ÉTRANGERS									
OBJECTIF	Assurer le rayonnement du Cameroun dans les pays à intérêts stratégiques								
Indicateur	Intitulé:	nombre de nouvelles Missions ouvertes						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 133,3%	
	Unité de mesure	nb							
	Année de référence:	2012							
	Valeur de référence:	0.0							
	Année cible:	2013							
	Valeur Cible	3.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):	04							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	374 200 000	374 200 000	349 705 855	349 705 855	301 984 034	299 061 284	86,35 %	85,52 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> - Besoin d'accroissement des partenaires dans les pays cibles - Recherche des nouveaux modèles de développement - Diversification des opportunités de coopération 								

<p>ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)</p>	<p>Ø Négociations et signatures d'accords :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accord sur la revue à la hausse du nombre d'étudiants camerounais bénéficiaires de l'exemption des frais de scolarité avec la partie canadienne ; - Création d'un Fonds Souverain avec l'aide de la France ; - Accord du chef de l'Etat en vue ouverture AMBACAM Cuba et Ambassade de Cuba au Cameroun ; - Accord de coopération Cameroun-Ethiopie ; - Accords de coopération technique et scientifique avec l'Argentine ; - Accord cadre de coopération Cameroun-Vénézuéla ; - MOU entre MINREX et MINAE Vénézuéla sur la mise en œuvre d'un mécanisme de consultation politique ; - Accord de coopération Cameroun-Vénézuéla sur les hydrocarbures ; - Plusieurs accords avec la Turquie en matière technique et scientifique ; en matière de défense ; - Négociation avec le Mexique en vue accord cadre de coopération <p>Ø Visites d'Etat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Visite du Chef de l'Etat en France en février 2013 ; - Visite du chef de l'Etat en Turquie en mars 2013 ; - Visite de travail d'un représentant de la Chancellerie allemande ; - Participation du PM au Conclave Inde-Afrique mai 2013 ; - Participation du Chef de l'Etat au troisième Sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement d'Afrique et d'Amérique du Sud à Malabo en février 2013 ; <p>Ø Rencontres du ministre avec homologues :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rencontre avec son homologue kenyane à Nairobi ; - Visite du Ministre nigérian de l'eau à Yaoundé ; - Rencontre avec Ministre des Affaires Etrangères Angolais ; - Visite officielle du MINREX au Brésil en mai 2013 ; - Visite de travail du SG PM au Brésil en juillet 2013 ; <p>Ø Participation aux rencontres bilatérales :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Forum à Madrid sur les activités des ONG espagnoles au Cameroun ; - Participation à l'exposition sur l'art et l'artisanat à Abuja ; - Réunion du comité de sécurité transfrontalière Cameroun-Nigéria ; - Participation du Cameroun à la Lagos International Trade Fair et à l'Abuja International Carnival ; - Première session du mécanisme de consultations politiques Cameroun-Argentine à Yaoundé en mai 2013 ; - Visite d'une délégation qatarie dans le cadre de la construction de quinze mille logements sociaux ;
<p>JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)</p>	<p>Le résultat a été atteint au vu de l'indicateur. Malgré cette performance de 133,3 %, cet indicateur ne rend pas entièrement compte de l'ensemble des activités menées dans le cadre de l'action.</p> <p>Le Gouvernement a intensifié ses actions pour affermir davantage notre représentation dans le monde et une des conséquences est le dépassement de nos prévisions initiales. Dans la plupart des cas, il s'agit des dépenses de souveraineté dont on ne peut contrôler les dessous.</p>
<p>Perspectives 2014</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Consolidation et élargissement de la carte diplomatique et consulaire dans certains pays tels que la Corée du Sud ; la Malaisie, la Thaïlande, l'Australie. - Acquisition des nouvelles chancelleries et résidences dans les Ambassades ouvertes : Inde, BOUAR en RCA, Nairobi, - Renforcement de capacités opérationnelles des services extérieurs : modernisation du cadre de travail, dotation de moyens substantiels pour l'accomplissement des missions assignées, création des sites web, dotation en ressources humaines etc - Suivi de la coopération bilatérale en vue d'en améliorer la coordination et l'efficacité: création d'une plateforme de concertation entre le MINREX et les autres départements ministériels et institutions intervenants sur la scène internationale

Action 02 CONSOLIDATION DES AMITIÉS TRADITIONNELLES

OBJECTIF	Accroître et rationaliser les échanges bilatéraux								
Indicateur	Intitulé:	Nombre d'accords négociés, renégociés, paraphés et/ou signés						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 148%	
	Unité de mesure	nb							
	Année de référence:	2012							
	Valeur de référence:	15.0							
	Année cible:	2013							
	Valeur Cible	22.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):	37							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	15 781 292 000	15 781 292 000	15 501 625 129	15 501 625 129	4 890 583 919	4 630 583 119	31,55 %	29,87 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> - le relâchement des liens exclusifs avec des pays du nord : France, Royaume uni, Allemagne - l'avènement de la mondialisation et l'exigence d'adaptation de relation bilatérale en fonction de la nouvelle donne. - L'atteinte du point d'achèvement et la réorientation des efforts à travers le DSCE - redynamisation et valorisation de la coopération sud-sud : Chine, Brésil - réorganisation du gouvernement et prescriptions des synergies nouvelles en matière de coopération 								
ACTIVITES MAJEURES RÉALISÉES (présentation des extraits)	<p>Ø Négociations et signatures d'accords</p> <ul style="list-style-type: none"> - Convention entre FERROSTAAL et la SNH en vue de la création d'une usine d'engrais chimiques au Cameroun ; - Convention sur la création d'une académie de mathématiques à vocation sous-régionale ; - Accord sur le relèvement des investissements russes dans le domaine du cacao-café ; - Accord avec la Russie sur le réaménagement des berges du Logone et des zones sinistrées ; <p>Ø Tenue de Commissions mixtes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Première session de la Grande Commission mixte Cameroun-Royaume Uni du 2 au 4 --septembre 2013 à Londres; - Commission mixte permanente de sécurité avec le Tchad ; - Commission ad hoc des frontières avec le Tchad en Janvier 2013 à Ndjamena ; <p>Ø Participation aux fora internationaux bilatéraux</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tenue de deux sessions du dialogue politique structuré <p>- Echanges de visites aux niveaux présidentiel et gouvernemental, etc.</p> <ul style="list-style-type: none"> Visite du MINREX à Moscou ; 								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Le résultat obtenu dans cette action consacre un gap entre le taux de réalisation technique qui est de 148% et le taux de réalisation financière qui lui, est de 29,87% . Ceci est du au fait que, l'application PROBMIS n'intègre pas encore les dépenses des services extérieurs. Par conséquent, les dépenses réelles sont plus élevées que celles indiquées par le taux de réalisation financière.								
Perspectives 2014	<ul style="list-style-type: none"> - arrimage budgétaire des services extérieurs à l'application informatique PROBMIS ; - création d'une application permettant d'obtenir les données de la comptabilité des services extérieurs en temps réel ; - affiner l'indicateur - Adaptation, diversification et densification des accords de coopération bilatérale 								

Action 03 CAPITALISATION DES POTENTIALITÉS DES CAMEROUNAIS DE L'ÉTRANGER ET DE LA DIASPORA									
OBJECTIF	Assurer l'implémentation effective des camerounais de l'étranger et de la diaspora dans le développement du pays								
Indicateur	Intitulé:		Taux de camerounais recensés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2012						
	Valeur de référence:		15.0						
	Année cible:		2013						
	Valeur Cible		50.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	28 900 000	28 900 000	27 280 000	27 280 000	21 959 992	21 959 992	80,5 %	80,5 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> - Richesse du potentiel financier intellectuel de réseautage des camerounais à l'étranger - Nécessité de mobiliser et d'organier les camerounais à l'étranger en vue de leur contribution aux projets de développement - Nécessité de disposer d'une base de données sur les camerounais à l'étranger 								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation de la 6eme édition du Forum des compétences de la Diaspora camerounaise (DAVOC) tenue à Yaoundé du 22 au 23 aout 2013 - Elaboration et validation des TDR de recensement des camerounais à l'étranger - Début d'opérationnalisation de la systématization des plans d'urgence - Concertations interministérielles liées au fonds d'intervention spécial en cours - Assistance et protection consulaire des camerounais en détresse dans de nombreux pays tels que les USA, la Chine, la Turquie, la Belgique, la Roumanie, le Tchad, le Gabon, la Guinée Equatoriale, le Royaume Uni - participation à la 3^{ème} réunion de la plateforme Afrique-Europe de la diaspora africaine (Bruxelles, 13-14 novembre 2013) 								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<ul style="list-style-type: none"> - Sous estimation du coût de l'action - Le recensement qui en est la principale activité devant se faire d'un seul tenant nécessite des moyens conséquents d'où la transformation de cette action en programme pour l'exercice 2014 								
Perspectives 2014	<ul style="list-style-type: none"> - Mutation de l'action en programme pour permettre l'atteinte efficiente des objectifs assignés - création d'une plate forme de structuration des rapports entre le gouvernement et la diaspora 								

2013

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.3. PROGRAMME 078

DYNAMISATION DE LA COOPÉRATION MULTILATÉRALE ET DE LA
COOPERATION DECENTRALISEE

Responsable du programme

TANTOH CHARLES CHEBO
Conseiller Technique

2.3.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

OBJECTIF	Maximiser au bénéfice du Cameroun les opportunités qu'offre la coopération multilatérale	
Indicateur	Intitulé:	nombre de conférences et fora internationaux à caractère stratégique auxquels le Cameroun a participé et Nombre de camerounais placés par an dans la fonction publique internationale
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	450.0
	Année de référence:	2012
	Valeur Cible	550.0
	Année cible:	2013
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 05: OPTIMISATION ET RATIONALISATION DE LA COOPÉRATION MULTILATÉRALE Action 06: CAPITALISATION DES OPPORTUNITÉS DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE Action 07: PROMOTION ET VALORISATION DE LA PRÉSENCE ET DU RAYONNEMENT DU CAMEROUN À L'EXTÉRIEUR	
DOTATIONS INITIALES	AE 1 649 705 000	CP 1 649 705 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	TANTOH CHARLES CHEBO, Conseiller Technique	

2.3.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

La mise en œuvre du programme 078 s'est opérée dans un contexte international et régional marqué par :

- la nécessité de promouvoir la paix et la sécurité aux frontières des Etats ;
- la volonté d'améliorer le climat des affaires ;
- la promotion de la libre circulation des personnes et des biens ;
- la densification des échanges entre les collectivités territoriales décentralisées et leur implication accrue dans le développement des Etats.

Afin de dynamiser la coopération multilatérale et la coopération décentralisée, le MINREX s'est appuyé sur les axes suivants :

- la participation accrue et active aux grandes rencontres internationales d'intérêt stratégique pour le Cameroun (Assemblée Générale des Nations Unies, Conseil des droits de l'homme, OMC, Union Africaine, OCI, Commonwealth, Francophonie, etc.) ;
- le renforcement de la crédibilité internationale du Cameroun, notamment sur les questions relatives aux droits de l'Homme, à l'Etat de droit et à la gouvernance dans le cadre de sa mission d'information;
- la dynamisation de la coopération décentralisée en vue d'assurer l'implication des collectivités territoriales décentralisées dans le processus de développement du pays.

2.3.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013

L'objectif du programme 078 était de maximiser au bénéfice du Cameroun, les opportunités qu'offre la coopération multilatérale. Il était spécifiquement question pour le MINREX de :

- promouvoir les activités des collectivités territoriales décentralisées, de la société civile et des ONG ou Associations du Cameroun ;
- affirmer la présence et le rôle du Cameroun dans les conférences et fora internationaux à caractère stratégique.

Au cours de l'année 2013, le MINREX s'est efforcé d'atteindre ces objectifs avec un succès relatif. Ainsi, il a pu assurer de manière honorable la participation du Cameroun à certaines rencontres internationales majeures et placer certains nationaux à des postes de responsabilité au sein des organisations internationales.

Cependant, il y a lieu de relever que la non maîtrise du processus d'élaboration et de mise en œuvre du budget programme a considérablement impacté négativement sur la réalisation de ces objectifs (incohérence des activités programmées avec leurs actions, mauvaise définition des indicateurs, etc.).

A titre d'exemple, la consommation globale des crédits disponibles pour ce programme a difficilement franchi le seuil de 35%, pour un taux de réalisation technique de 26,18%. Ceci serait dû au fait que, l'application PROBMIS n'intègre pas encore les dépenses des services extérieurs. Par conséquent, les dépenses réelles sont plus élevées que celles indiquées par le taux de réalisation financière.

Il existe toutefois des mesures correctives qu'il conviendrait de mettre en place pour améliorer la performance du Département dans ce programme hautement stratégique.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	144	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	144	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 1 625 311 457	CP 1 625 311 457
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 24 393 543	Ecart CP 24 393 543
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 577 195 369	CP 577 195 369
TAUX DE CONSOMMATION	35,51 %	35,51 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	<ul style="list-style-type: none"> -cadre logique mal formulé ; -lourdeur dans le processus décisionnel ; -participation aux grandes rencontres internationales ; -placement des camerounais dans la fonction publique internationale ; -connaissance insuffisante du processus du budget programme 	
PERSPECTIVES 2014	<ul style="list-style-type: none"> - amélioration le taux de participation aux rencontres internationales - augmentation du nombre de camerounais dans la Fonction publique internationale - renforcement des capacités des équipes d'élaboration du budget programme <p>facilitation des procédures de participation des représentants du MINREX aux rencontres internationales</p>	

2.3.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013

Action 05 OPTIMISATION ET RATIONALISATION DE LA COOPÉRATION MULTILATÉRALE									
OBJECTIF	Maximiser les opportunités qu'offrent la coopération multilatérale								
Indicateur	Intitulé:	Nombre de projets et programmes auxquels le Cameroun serait éligible						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 53,33%	
	Unité de mesure	nb							
	Année de référence:	2012							
	Valeur de référence:	6.0							
	Année cible:	2013							
	Valeur Cible	15.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):	8							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	1 380 955 000	1 380 955 000	1 381 970 623	1 381 970 623	374 160 619	374 160 619	27,07 %	27,07 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La mise en œuvre de l'action s'est faite dans un contexte marqué par la faible capacité du Cameroun à capitaliser les opportunités qu'offre la coopération multilatérale dans le cadre des OI, notamment en termes de financement des projets.								

<p>ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)</p>	<ul style="list-style-type: none"> · La représentation du Cameroun auprès des organisations internationales (OMC, UA, BEAC, BDEAC, ONU, OCI, UE, CEEAC, CEMAC, OIF, FMI, Commonwealth, ACP.....) est l'une des activités dont le but est de prospecter sur les différentes opportunités qui s'offrent au sein de ces structures. <p>Ø Organisation des Nations Unies (ONU)/Système des Nations Unies</p> <ul style="list-style-type: none"> -séminaires ONUFEMME sur les thèmes suivants : leadership et la participation politique ; automatisation économique ; planification et budgétisation nationale ; lutte contre les violences faites aux femmes. <p>Ø Organisation Internationale de la Francophonie (OIF)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rencontre du Réseau des Structures et institutions nationales de la Francophonie en Afrique Centrale et dans l'Océan Indien (RESIFACO), (Bujumbura, (31/01-01/02 /2013), - séminaire international de l'Union des Conseils Economiques et Sociaux et Institutions Similaires des Etats et Gouvernements membres de l'OIF (UCESIFS) sur « les réseaux sociaux et jeunesse : dynamique de changement dans l'espace francophone, (Bucarest, 13-14 mai 2013) », - atelier sur « la formulation de projets et développement » organisé par l'Association Internationale des Régions Francophones (AIRF), (Cotonou, 26-29 mars 2013), - séminaire de l'Association Internationale des Régions Francophones (AIRF) sur « la décentralisation et gouvernance régionale » (Marrakech 8-13 mai 2013) ; - Maintien de l'éligibilité du Cameroun dans les programmes comme le Programme Canadien de Bourse de la Francophonie (PCBF). <p>Ø Organisation de la Coopération Islamique (OCI)</p> <ul style="list-style-type: none"> -Eligibilité du Cameroun au programme de gestion du cycle de projets de l'OCI ; - Inscription du Cameroun au six Groupes de travail du COMCEC. <p>Ø Commission du Golfe de Guinée (CGG)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sommet Conjoint des chefs d'Etat et de gouvernement CEEAC/CEDEAO/ CGG sur la Sécurité dans le Golfe de Guinée, tenu à Yaoundé les 24 et 25 juin 2013 ; parmi les retombées de cette importante rencontre au sommet, figurent : -la création d'un Centre Interrégional de Coordination dont le siège a été accordé au Cameroun. <p>l'ouverture au Cameroun de l'Ecole Citoyenne et Politique de Yaoundé (ECPY) avec le soutien de l'OIF, (Yaoundé 13-15 mars 2013) , l'obtention par le Cameroun du prix ALMA (African Leaders Malaria Alliance) dans le domaine de la lutte contre le paludisme, la réélection du Cameroun au Comité d'orientation des Chefs de l'Etats et de Gouvernements du NEPAD, les félicitations adressées au Chef de l'Etat camerounais au titre de l'Université Panafricaine.</p>
<p>JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)</p>	<p>Le mécanisme de captage des opportunités est encore en gestation. Son implémentation permettra une amélioration progressive des résultats ou de la performance. Il ne semble pas y avoir eu une étude préalable à la détermination des valeurs de l'indicateur qui auraient été donné sans méthodologie évidente. Mais on note quand même une grande mobilisation des services du Département auprès des OI, au vu du grand nombre et de l'importance des activités majeures recensées.</p>
<p>Perspectives 2014</p>	<p>Il a été observé des résistances dans la mise en œuvre du budget-programme. Les services voulant continuer à fonctionner à l'ancienne, alors qu'il faudrait peut-être une stratégie gouvernementale unique dans la coopération avec les OI ; un cadre institutionnel légal chargé d'élaborer et de conduire une politique gouvernementale en relation avec toutes les parties prenantes s'avère donc nécessaire dans le sens de permettre une meilleure capitalisation des opportunités offertes par les OI;</p>

Action 06 CAPITALISATION DES OPPORTUNITÉS DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

OBJECTIF	Promouvoir les activités des Collectivités Territoriales Décentralisées, de la société civile, et des ONG/Associations du Cameroun							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de Collectivités Territoriales Décentralisées, d'ONG/Associations du Cameroun ayant au moins signé un partenariat avec les structures étrangères similaires				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		40.0					
	Année cible:		2013					
	Valeur Cible		110.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	26 450 000	26 450 000	21 889 906	21 889 906	16 988 306	16 880 306	77,61 %	77,11 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>La présente action a été mise en œuvre dans un contexte marqué d'une part au plan mondial par la multipolarité, notamment avec l'irruption de la société civile et la montée en puissance des entités non gouvernementales dans les relations internationales, et d'autre part la prise d'importance à l'échelle nationale des CTD et de la société civile dans la formulation des projets de développement avec l'Étranger ; ainsi cadre-t-elle avec la mise en œuvre des lois sur la décentralisation et l'effectivité des transferts de compétences aux CTD, ainsi que l'implication grandissante de la société civile dans la formulation et l'exécution des politiques publiques.</p>							
ACTIVITES MAJEURES RÉALISÉES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> - - Signature d'accords de jumelage entre certaines collectivités territoriales camerounaises et celles étrangères ; - - Fichier des ONGs mis à jour ; - - - Traitement des dossiers de demandes d'autorisations d'exercer par les Associations Étrangères (une centaine) ; - - Participation au SICODE (Comité Interministériel sur la coopération décentralisée) ; - - Participation aux travaux du Comité sur les ONGs ; - - Diffusion des textes ayant trait à la création du SICODE. 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>La non maturation des activités pouvant booster le résultat de cette action a amené à retenir uniquement les activités de routine pour cette année. Ce qui explique le faible résultat enregistré. Toutefois, les ressources prévues ont permis de défendre des dossiers importants sur le souci du Gouvernement de veiller à la préservation des droits humains dans le respect des pratiques et options culturelles fondamentales de la société camerounaise, et de capter les résultats ci-dessus affichés.</p>							
Perspectives 2014	<ul style="list-style-type: none"> - Enrichissement de cette action par des activités matures ; - Achèvement de la mise en œuvre de la loi sur la décentralisation et la pleine fonctionnalité du SICODE ; Que le Minrex --- soit coprésident au Comité d'agrément au statut d'ONG ce qui implique une relecture de la loi N°99/014 DU 22 Décembre 1999 Régissant les organisations non gouvernementales. 							

Action 07 PROMOTION ET VALORISATION DE LA PRÉSENCE ET DU RAYONNEMENT DU CAMEROUN À L'EXTÉRIEUR								
OBJECTIF	Affirmer la présence et le rôle du Cameroun dans les conférences et fora internationaux à caractère stratégique							
Indicateur	Intitulé:	Nombre de conférences et fora internationaux à caractère stratégique auxquels le Cameroun a participé et Nombre de camerounais placés par an dans la fonction publique internationale					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 54,28%	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2012						
	Valeur de référence:	120.0						
	Année cible:	2013						
	Valeur Cible	140.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	76						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	242 300 000	242 300 000	221 450 928	221 450 928	186 046 444	186 046 444	84,01 %	84,01 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> - Mobilisation internationale dans la lutte contre l'insécurité en Afrique en générale et dans le golfe de Guinée en particulier - Participation régulière du Cameroun aux activités des Organisations internationales et des cadres multilatéraux de coopération dont il est membre - L'ouverture et le rayonnement international du Cameroun sont deux axes majeurs de la diplomatie camerounaise. Membre fondateur de l'OUA, le Cameroun met tout en œuvre pour faire entendre sa voix, pour proposer les axes de réflexion devant permettre de bâtir une société internationale plus sûre et plus solidaire notamment en Afrique en général et dans la sous-région Afrique Centrale en particulier. Cette action vise donc à assurer le rayonnement international du Cameroun à travers l'organisation et/ou la participation aux conférences et fora internationaux à caractère stratégique pour notre pays et le placement des camerounais dans la fonction publique internationale. 							

<p>ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)</p>	<p>Ø Organisation des Nations Unies (ONU)/Système des Nations Unies</p> <ul style="list-style-type: none"> - participation à la 68^{ème} édition de l'Assemblée Générale des Nations Unies (deux sessions d'octobre à novembre 2013 ; -Participation à l'examen périodique universel du Conseil des Droits de l'Homme à Genève le 1^{er} mai 2013 ; -participation à la 3^{ème} conférence d'Examen de la Convention d'Interdiction sur les Armes Chimiques tenue à la Haye du 8 au 19 avril 2013 ; -Cérémonie de célébration au MINREX de la fin du processus de Greentree, marquant la rétrocession totale de la péninsule de Bakassi au Cameroun à Yaoundé , aout 2013 ; - Election de Monsieur NZOA à l'instance des nations unies sur les questions des populations autochtones <p>Ø Commonwealth</p> <ul style="list-style-type: none"> -participation au Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement du Commonwealth (CHOGHM) ; <p>Ø Organisation de la Coopération Islamique (OCI)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Participation à la Réunion des Hauts Fonctionnaires au Conseil des Ministres de l'OCI - Participation à la 38 e Conférence de la Commission Permanente des Finances ainsi qu'à la 38e Conférence Islamique pour les Affaires Economiques et Culturelles à Djedda ; - Participation à la Réunion de Suivi du Comité Permanent pour la Coopération Economique et Commerciale en Turquie ; <p>Ø Organisation de l'Union Africaine (OUA)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Participation aux 02 sommets des chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine ; - Participation au sommet de l'Elysée sur la sécurité en Afrique ; - Participation au sommet de la TICAD à Yokohama au Japon du 1^{er} au 03 Juin 2013 ; - Organisation du sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement sur la sécurité et la sureté maritime dans le golfe de Guinée du 22 au 24 Juin 2013.
<p>JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés d'appropriation des nouvelles procédures liées à la mise en œuvre du budget-programme ; - Lenteurs administratives dans le processus décisionnel ; - Participation satisfaisante aux rencontres internationales majeures prévues ; <p>Non participation à certaines rencontres programmées.</p>
<p>Perspectives 2014</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Efforts dans la planification et l'accélération de la participation du Département aux rencontres internationales ; - Etablissement d'un calendrier annuel de rencontres statutaires ; - Mise en place d'un dispositif de placement des camerounais dans la Fonction Publique Internationale ; - Améliorer le processus décisionnel en vu de réduire les lenteurs dans la procédure de mise en route.

3. BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES

Le bilan stratégique de ce Rapport est lié à la lecture qui peut être faite du rapprochement entre les résultats obtenus des programmes et l'objectif stratégique que s'est assigné le MINREX à l'entame de l'exercice budgétaire de 2013. Il convoque également, au vu du déroulement de ce processus, un regard sur les leçons apprises et finalement ouvre une fenêtre sur l'ensemble des mesures qui pourraient contribuer efficacement à l'amélioration dudit processus contenues dans les perspectives.

La diplomatie étant par essence au Cameroun un domaine réservé, il convient de reconnaître que, la sphère décisionnelle échappe de manière essentielle au MINREX. C'est la raison pour laquelle ses missions réduites aux seules propositions et implémentation. Dès lors, ses projets de performance ne sauraient s'évaluer dans les mêmes critères que les autres Sous-secteurs. Néanmoins, il faut mentionner que la première année d'expérience du sous-secteur diplomatie au budget programme a connu un certain nombre de difficultés.

3.1. RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE

Dans l'optique de réaliser la contribution attendue du sous-secteur « diplomatie », en vue d'atteindre les objectifs du DSCE, le Ministère des Relations Extérieures s'est fixé comme objectif stratégique « la gestion optimale des contraintes et de la capitalisation des opportunités qu'offre la mondialisation, en vue d'une meilleure insertion du Cameroun dans les courants d'échanges globaux ». Ce cadrage stratégique était articulé autour d'objectifs ci-après:

- Ø Promouvoir et consolider la crédibilité du Cameroun sur la scène internationale pour assurer une meilleure attractivité des investisseurs étrangers et autres partenaires au développement ;
- Ø Promouvoir et défendre à l'étranger les intérêts de toute nature de l'Etat, de même que ceux des personnes physiques et morales de droit camerounais, en vue de leur implication active dans le développement économique du Cameroun d'une part, et d'autre part à leur contribution à la mise en place des cadres de capitalisation de l'expertise et des potentialités de la diaspora, et des camerounais à l'étranger ;
- Ø Améliorer et renforcer la coopération avec les institutions financières internationales (FMI, Banque mondiale).

Cet objectif global peut être déroulé en axes stratégiques suivants :

- renforcement de la coopération avec les partenaires traditionnels;
- élargissement de la carte diplomatique du Cameroun, notamment en direction des pays émergents ;
- capitalisation de l'apport de la diaspora au développement du pays;
- renforcement de la coopération régionale et sous régionale ;
- renforcement de la diplomatie de paix, par la promotion des relations de bon voisinage;

- placement des camerounais dans la fonction publique internationale.

L'exploitation des résultats des trois programmes permet de remarquer un relatif rapprochement de ceux-ci avec l'objectif stratégique. En effet, la signature et la conclusion d'accords de coopération d'un nombre de 37, dépassant la valeur cible fixée en 2013 qui était de 25 accords, montre que le MINREX s'est déployé en 2013 dans le sens de la consolidation de la crédibilité et du rayonnement du Cameroun à l'extérieur.

1- renforcement de la coopération avec les partenaires traditionnels;

Ce processus a vu pour sa matérialisation, la tenue de Commissions mixtes bilatérales, l'échange de visites de haut rang et la participation aux rencontres bilatérales qui ont ainsi permis d'engager des processus de négociation ayant débouché sur la conclusion d'Accords nécessaires à la densification, à la diversification et à l'adaptation des relations du Cameroun avec ses partenaires traditionnels.

2- élargissement de la carte diplomatique du Cameroun, notamment en direction des pays émergents ;

L'année 2013 a connu l'élargissement de la carte diplomatique du Cameroun. En effet, un Haut commissariat a été ouvert en Inde, pays émergent, reconnu d'intérêt stratégique pour le Cameroun. Cette ouverture est la suite d'un processus qui a débuté en 2008 avec l'ouverture d'une ambassade en Turquie et s'est poursuivi avec celle d'un Consulat Général à Dubaï.

3- capitalisation de l'apport de la diaspora ;

Le MINREX a facilité la tenue du Forum des Compétences de la Diaspora camerounaise (DAVOC) et entrepris de mettre sur pied les termes de référence du projet de recensement des camerounais à l'étranger.

L'an 2013 a connu un début d'opérationnalisation de la systématisation des plans d'urgence et des concertations interministérielles liées au fonds d'intervention spécial en cours. Il convient de mentionner également les projets d'Assistance et de protection consulaire. Et enfin, la participation à la 3^{ème} réunion de la plateforme Afrique-Europe de la diaspora africaine tenue à Bruxelles du 13 au 14 novembre 2013.

4- renforcement de la coopération régionale et sous régionale ;

Ce processus a pris corps avec entre autres, la participation du MINREX au Sommet de l'Union Africaine, la préparation par le Département des différents dossiers relatifs aux missions de préservation de la paix dans la sous région Afrique Centrale et notamment la CEMAC.

Le MINREX a surtout conduit en 2013, les travaux ministériels de la Conférence internationale sur la Sûreté et la Sécurité maritimes dans le Golfe de Guinée en prélude au sommet des Chefs d'Etat y afférent tenu les 24 et 25 juin 2013 à Yaoundé.

5- renforcement de la diplomatie de paix par la promotion des relations de bon voisinage;

Le MINREX a mené des actions dans le sens du rapprochement de la vision des relations pacifiques avec les pays voisins. Cela s'est traduit par des visites ministérielles et d'experts, par des rencontres bilatérales et des mécanismes de concertation bilatérale notamment au sein de la CEMAC.

6- placement des camerounais dans la fonction publique internationale.

En ce qui concerne le placement des Camerounais dans la Fonction Publique Internationale, les actions suivantes peuvent être inscrites à l'actif de la diplomatie camerounaise :

- la réélection de **M. Clément ATANGANA** au Comité pour l'Elimination des Discriminations Raciales ;
- l'élection de **M. Emmanuel KALNGUI** à la Commission des limites du plateau Continental ;
- l'élection de **M. Gervais NZOA** à l'Instance Permanente sur les questions Autochtones ;
- le recrutement de **M. YAUBA Abdel AZIZ** au poste de directeur de programme à l'Organisation Islamique pour l'Education, la Science et la Culture (ISESCO) ;
- l'endossement de la candidature du **Dr Flore NDEMBIYEMBE** par le comité ministériel pour un poste de membre de l'Office des Nations Unies de lutte contre la Drogue et le Crime (ONUDD), et

Enfin, l'élection de **Maître AKERE MUNA** comme président du Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs (MAEP).

3.2. LEÇONS APPRISSES

Il ressort du bilan d'exécution des divers programmes une relative difficulté, voire une réelle impossibilité d'évaluer au sens technique la performance d'ensemble du MINREX en 2013. Ceci est dû aux limites d'ordre technique et particulièrement l'inadéquation des indicateurs de performance.

Toutefois, au regard des réalisations effectives ci-après résumées, l'on peut conclure à un succès évident au plan strictement diplomatique.

Cependant, l'on peut déplorer et regretter que la représentation bilatérale et multilatérale n'aient pas davantage bénéficié des ressources pour une meilleure animation du volet économique.

Par ailleurs, une plus grande participation du Cameroun à plusieurs rendez-vous internationaux s'avère indispensable.

BILAN FINANCIER

Si le budget du MINREX a toujours permis d'atteindre de façon satisfaisante l'objectif stratégique, on note cependant d'une manière générale, de la part des Responsables de structures, des plaintes au sujet de l'accumulation des arriérés des loyers des Missions Diplomatiques, ainsi que celui des arriérés des frais de relève dus au personnel.

L'insuffisance des informations à caractère budgétaire mises à disposition par les différentes structures, qui ne se sont pas encore assez imprégnées des démarches méthodologiques y relatives, ne permet pas de faire avancer la réflexion sur ce volet.

On peut cependant noter que la dotation du MINREX pour le compte de l'année 2013, fixée à 28 milliards 641 millions de FCFA en crédits de paiement, réparties en budget de fonctionnement (26 milliards 141 millions de FCFA) et en budget d'investissement (02 milliards 500 millions de FCFA), a été réalisé à hauteur de 92% (cf. discours Ministre commission, novembre 2013, pp. 4 et 9).

PROBLEMES RENCONTRES

Ils concernent :

- la modicité des enveloppes budgétaires entraînant une accumulation importante des arriérés ;
- la non prise en compte des besoins réels du MINREX dans l'allocation des enveloppes budgétaires ;
- la non opérabilité des indicateurs qui ne rendent pas totalement compte de la performance d'ensemble des programmes ;
- le centre de décision stratégique MINREX étant PRESICAM, il se pose un problème de définition a priori par le MINREX des orientations pour l'année budgétaire à venir ;
- la question du mode de financement des services extérieurs ainsi que des commissions mixtes et autres fora par PRESICAM se pose avec acuité. En effet, comment anticiper les décisions de la Très Haute Hiérarchie ?

3.3. PERSPECTIVES 2014

La mise en perspective de l'exécution du budget 2013 doit logiquement précéder l'élaboration du budget programme 2014.

Aussi, le présent bilan permet de suggérer un certain nombre d'orientations tant au plan de la présentation technique du PPA/MINREX, que de l'élaboration et de l'exécution du budget en soi. Pour ce qui concerne ce dernier aspect des perspectives, les orientations suivantes paraissent souhaitables et réalisables :

- Dans le cadre de la mise en œuvre de l'orientation gouvernementale en faveur du déploiement de la diplomatie économique, une meilleure dotation budgétaire, devrait être accordée aux services extérieurs en vue de la rénovation du cadre de travail, l'accueil des hôtes de marque, la promotion de l'image du pays auprès des touristes, potentiels investisseurs et la diaspora;
- la prise de mesures organisationnelles en vue de faciliter une meilleure appropriation du budget-programme par les responsables de structures tant à l'interne qu'à l'externe, pourrait permettre d'atteindre une performance satisfaisante;

Au plan strictement technique,

- un affinage de la description de chaque programme et de ses actions;
- une redéfinition des indicateurs pouvant permettre une évaluation plus aisée de la

performance ;

- L'élaboration à temps du RAP 2014 .

Au plan diplomatique :

- poursuivre l'élargissement de la carte diplomatique et consulaire ;
- initier une politique innovante de placement des camerounais dans la haute fonction publique internationale ;
- structurer la migration professionnelle et technique camerounaise à l'étranger en vue de créer un cadre institutionnel d'incitation à la réintégration socio-économique de la diaspora et des Camerounais à l'étranger ;
- rénover et équiper des chancelleries et résidences ;
- redéployer les chefs de mission et le personnel diplomatiques ;
- assurer une participation plus accrue aux grands fora internationaux ;
- encourager l'organisation de fora internationaux à Yaoundé à l'instar de la TICAD V ;
- multiplier les journées d'amitié, les journées internationales, et consolider le dialogue politique structuré avec l'Union européenne ;
- améliorer le processus et le cadre d'accueil des Emissaires et Envoyés spéciaux ainsi que des représentants des Organisations Internationales ;
- Multiplier et dynamiser la tenue de Commissions Mixtes (avec le Nigeria, la Guinée Equatoriale, la Tunisie etc.) ;
- Et finalement, mettre sur pied un cadre de pilotage de la performance conforme aux exigences de la GAR.